

**Art. 4.** Pour l'« Université Antwerpen », les modifications suivantes sont apportées dans la deuxième colonne de la même annexe :

1° dans la discipline « Langue et littérature », les mots « Master of Linguistics » sont remplacés par les mots « Master of Advanced Studies in Linguistics »;

2° dans la discipline « Médecine », les mots « Master in de verzekeringsgeneeskunde » sont remplacés par les mots « Master in de verzekeringsgeneeskunde en de medische expertise ».

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Dans la même annexe, pour ce qui est de l'« Université Antwerpen », la rangée suivante, ajoutée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 1<sup>er</sup> juillet 2005, est supprimée dans la discipline « Hygiène sociale » :

|                                      |  |             |
|--------------------------------------|--|-------------|
| Beheer van gezondheidsgegevens (GGS) | Master in het beheer van gezondheidsgegevens | 60 — MA — E |
|--------------------------------------|--|-------------|

§ 2. La rangée mentionnée au § 1<sup>er</sup> est ajoutée à la discipline « Médecine » de l'« Université Antwerpen ».

**Art. 6.** Dans la même annexe, pour ce qui concerne la « Arteveldehogeschool », les modifications suivantes sont apportées dans la deuxième colonne de la discipline « Soins de santé » : les mots « Bachelor in de kinesithérapie » sont remplacés par les mots « Bachelor in de revalidatiewetenschappen en de kinesithérapie » et les mots « Master in de kinesithérapie » sont remplacés par les mots « Master in de revalidatiewetenschappen en de kinesithérapie ».

**Art. 7.** Dans la même annexe, pour ce qui concerne l'« EHSAL, Europese Hogeschool Brussel », les modifications suivantes sont apportées dans la deuxième colonne de la discipline « Soins de santé » : les mots « Bachelor in de arbeidsorganisatie en de gezondheid » sont remplacés par les mots « Bachelor in het milieu- en preventiemanagement » et les mots « Master in de arbeidsorganisatie en de gezondheid » sont remplacés par les mots « Master in de het milieu- en preventiemanagement ».

**Art. 8.** Dans la même annexe, pour ce qui concerne la « Katholieke Hogeschool Brugge-Oostende », les modifications suivantes sont apportées dans la deuxième colonne de la discipline « Soins de santé » : les mots « Bachelor in de kinesithérapie » sont remplacés par les mots « Bachelor in de revalidatiewetenschappen en de kinesithérapie » et les mots « Master in de kinesithérapie » sont remplacés par les mots « Master in de revalidatiewetenschappen en de kinesithérapie ».

**Art. 9.** Dans les trente jours de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les établissements d'enseignement intéressés remettent les changements de dénomination visés aux articles 1<sup>er</sup> à 8 inclus, à l'Organisation d'accréditation flamande pour la création du Registre de l'Enseignement supérieur.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année académique 2005-2006.

Par dérogation au premier alinéa, les changements de dénomination visés aux articles 1<sup>er</sup> à 8 inclus qui ne répondent pas aux conditions fixées par l'article 9, entrent en vigueur à partir de l'année académique 2006-2007.

**Art. 11.** Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 avril 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,  
F. VANDENBROUCKE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1848

[2006/201552]

**27 AVRIL 2006. — Arrêté II du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 6;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, du 29 septembre 2005 et du 27 avril 2006, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, du 9 février 2006 et du 27 avril 2006, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 7;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 janvier 2006;  
 Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2006;  
 Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.058/2, donné le 12 avril 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;  
 Sur la proposition du Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;  
 Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005 et 27 avril 2006, est complété comme suit :

16° la "zone franche" : la zone faisant partie de celles définies conformément à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon.

**Art. 2.** L'article 7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, est complété comme suit : "ou se situant dans une zone franche."

**Art. 3.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 et du 27 avril 2006, est complété comme suit :

"23° la "zone franche" : la zone faisant partie de celles définies conformément à l'article 38 du décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon."

**Art. 4.** L'article 7, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, est complété, par l'alinéa suivant :

"Sous réserve de l'application du § 5, l'intensité d'aide reprise au critère de l'objectif de création d'emplois visé aux articles 8 et 9 est doublée dans le cas où l'entreprise se situe en zone franche."

**Art. 5.** A l'article 7, § 4*bis*, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 avril 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété comme suit : "ou qui se situe dans une zone franche.";

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Cette aide s'établit comme suit :

1° pour l'entreprise faisant partie d'un pôle de compétitivité, elle correspond à la différence entre l'aide de base fixée par catégories d'entreprise visées aux articles 8 à 10 et la limitation du montant de la prime à l'investissement visée au paragraphe 5;

2° pour l'entreprise située en zone franche, elle correspond à 3 %."

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Économie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 2006.

Le Ministre-Président,  
 E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,  
 J.-C. MARCOURT

---

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1848

[2006/201552]

**27. APRIL 2006 — Erlass II der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere der Artikel 1 und 6;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere der Artikel 1 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 29. September 2005 und vom 27. April 2006, insbesondere der Artikel 1 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, vom 9. Februar 2006 und vom 27. April 2006, insbesondere der Artikel 1 und 7;

Aufgrund des am 16. Januar 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;  
 Aufgrund des am 19. Januar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;  
 Aufgrund des am 12. April 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 40.058/2 des Staatsrats;  
 Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;  
 Nach Beratung,  
 Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005 und vom 27. April 2006, wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

«16° die "Freizone": die Zone, die zu denen gehört, die gemäß Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft bestimmt sind.»

**Art. 2** - Artikel 7, § 2, Absatz 1, 4°, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, wird wie folgt ergänzt: "oder der sich in einer Freizone befindet.".

**Art. 3** - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 27. April 2006, wird wie folgt ergänzt:

«23° die "Freizone": die Zone, die zu denen gehört, die gemäß Artikel 38 des Programmdekrets vom 23. Februar 2006 über die vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft bestimmt sind.»

**Art. 4** - Artikel 7, § 2, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006, wird wie folgt ergänzt:

«Vorbehaltlich der Anwendung des § 5 wird die Höhe der Beihilfe, die im Kriterium der Zielsetzung bezüglich der Schaffung von in den Artikeln 8 und 9 erwähnten Arbeitsstellen angeführt wird, verdoppelt, falls der Betrieb in einer Freizone steht.»

**Art. 5** - In Artikel 7, *4bis*, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. April 2006 werden folgende Änderungen angebracht:

1° der Absatz 1 wird mit folgender Bestimmung ergänzt: "oder der sich in einer Freizone befindet.";

2° der Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Diese Beihilfe wird folgendermaßen festgelegt :

1° für den einem Wettbewerbspol angehörenden Betrieb entspricht sie dem Unterschied zwischen der Grundbeihilfe, die je nach Kategorie der in den Artikeln 8 bis 10 erwähnten Unternehmen festgesetzt wird, und der Begrenzung des Betrags der in § 5 erwähnten Investitionsprämie.»;

2° für den in einer Freizone stehenden Betrieb beträgt sie 3%.».

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam.

**Art. 7** - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. April 2006

Der Minister-Präsident,  
 E. DI RUPO

Der Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,  
 J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1848

[2006/201552]

**27 APRIL 2006. — Besluit II van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen en het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 29 september 2005 en 27 april 2006, inzonderheid op de artikelen 1 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 9 februari 2006 en 27 april 2006, inzonderheid op de artikelen 1 en 7;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 januari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 40.058/2, gegeven op 12 april 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 september 2005 en 27 april 2006, wordt aangevuld als volgt :

16<sup>o</sup> "vrijzone"; zone die deel uitmaakt van de zones die bepaald worden overeenkomstig artikel 38 van het programmadecreet betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië.

**Art. 2.** Artikel 7, § 2, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006, wordt aangevuld als volgt : "of die zich in een vrijzone bevindt."

**Art. 3.** Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 27 april 2006, wordt aangevuld als volgt :

"23<sup>o</sup> "vrijzone": zone die deel uitmaakt van de zones die bepaald worden overeenkomstig artikel 38 van het programmadecreet betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië."

**Art. 4.** Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006, wordt aangevuld als volgt :

"Behoudens de toepassing van § 5, wordt de omvang van de tegemoetkoming opgenomen in de doelstelling werkgelegenheidscreatie bedoeld in de artikelen 8 en 9, verdubbeld als de onderneming zich in een vrijzone bevindt."

**Art. 5.** In artikel 7, § 4bis, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 april 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld als volgt : "of die zich in een vrijzone bevindt.";

2<sup>o</sup> het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Deze tegemoetkoming wordt vastgesteld als volgt :

1<sup>o</sup> voor de onderneming die deel uitmaakt van een concurrentiepool, komt ze overeen met het verschil tussen de basistegemoetkoming vastgelegd per ondernemingscategorie bedoeld in de artikelen 8 tot 10 en de beperking van het bedrag van de investeringspremie bedoeld in paragraaf 5<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> voor de onderneming in een vrijzone bedraagt de tegemoetkoming 3 %."

**Art. 6** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006.

**Art. 7.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1849

[2006/201591]

**4 MAI 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon accordant une dispense de permis de pêche le 13 mai 2006 aux participants à une activité de pêche organisée par la ville de Walcourt en faveur des personnes à mobilité réduite et des jeunes**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 8;

Vu la demande du 9 mars 2006 introduite par la ville de Walcourt;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifiées par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la proximité dans le temps de la manifestation organisée par la ville de Walcourt, laquelle ne peut se dérouler que si la dispense du permis de pêche est accordée;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, les participants à l'activité de pêche organisée le 13 mai 2006 par la ville de Walcourt pour les personnes à mobilité réduite et les jeunes, dans le cadre de la deuxième fête du nautisme en Région wallonne, sont autorisés à pêcher ce jour-là sans être muni d'un permis régulier.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 13 mai 2006.

**Art. 3.** Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 mai 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN